

# L'acte 4 du « Mois du Consommer Local » en pleine célébration au Togo #6



# Le Magasin Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°711 du mercredi 04 octobre 2023 - 17<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA



**PAL:**

**Le Colonel Rock Gnassingbé rassure les opérateurs économiques**



**SANTÉ**

**MANQUE DE PHARMACIES : Au Togo, l'Ordre national des pharmaciens tire la sonnette d'alarme #6**



Au Togo, le secteur pharmaceutique est marqué par une inégalité frappante : environ 400 pharmacies sont concentrées dans les centres urbains, laissant les régions rurales complètement démunies en matière d'accès aux médicaments essentiels. Cette disparité crée un réel dilemme pour les habitants des zones rurales, qui se trouvent souvent contraints de parcourir des distances considérables pour trouver les médicaments dont ils ont besoin.

## BLITTA-DÉCÈS D'ÉLÈVES À EPP N'GOBO :

# Le gouvernement prend des mesures #3



**Faire l'état des lieux des bâtiments scolaires en terre battue pour éviter d'autres N'gobo**

**Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...**

Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

Récupère gratuitement tes Mégas expirés en renouvelant ton forfait. Forfaits internet à partir de 600F. Volume expiré disponible jusqu'à 5 jours. Consultation solde expiré \*909\*90#

togocom.tg Avancer. Pour vous. Pour tous.



\*909\*2#



LE CARNET

Une Brigade Foncière contre doubles ventes de terrains

Le ministère togolais de l'Habitat et de l'Urbanisme a annoncé son intention de créer une brigade foncière pour lutter contre le problème croissant de la double vente de terrains, une pratique illégale impliquant la revente de terrains déjà acquis. Cette initiative a été dévoilée lors d'une réunion avec le nouveau Conseil de l'Ordre des Géomètres du Togo (OGT). Kofitsè Besseh, Directeur Général de l'Information Géographique et de la Cartographie au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, a souligné l'objectif de résoudre les conflits fréquents auxquels sont confrontées les populations lors de l'achat de terrains qu'elles ne peuvent pas occuper. Il a précisé que le ministre travaille actuellement avec son équipe pour mettre en place cette brigade foncière et prendre des mesures concrètes. Dans le cadre de ce projet visant à renforcer la surveillance du secteur foncier, le Conseil des géomètres a offert son soutien à l'exécutif. Nikada Atcholadi, Président du Conseil de l'OGT, a souligné leur volonté de collaborer avec tous les départements ministériels utilisant le foncier, soulignant que les problèmes de double vente, voire de triple vente, concernent les collectivités. Il a également évoqué la possibilité de renforcer les partenariats public-privé dans l'intérêt des usagers. La création de cette brigade foncière est une réponse cruciale aux transactions foncières illégales. Elle devrait contribuer à protéger les droits des citoyens et renforcer la sécurité foncière au Togo.

En vue de lutter contre les phénomènes de double vente de terrains, l'Office Togolais des Recettes (OTR) avait lancé une enquête foncière dans le Grand-Lomé, selon un récent communiqué du Commissaire général, Philippe Kokou Tchodji. L'opération, prévue pour se dérouler jusqu'à la fin de cette année, concerne les communes Golfe 2, Golfe 3, Golfe 4, Agoè-Nyivé 1 et Agoè-Nyivé 2 en particulier.

Outre la lutte contre la double vente, il s'agira également de faciliter la mise en application de la taxe foncière, au bénéfice des collectivités locales, apprend-on.

En effet, « dans le cadre de la mise en place d'une mosaïque d'un plan cadastral permettant d'éviter les doubles créations des titres fonciers sur les parcelles précédemment immatriculées et dans le souci de mettre en place une fiscalité foncière indispensable au fonctionnement des collectivités locales, une campagne d'enquête foncière, couplée de la géoréférenciation des anciens titres fonciers, aura lieu du 14 février au 31 décembre 2022. », indique le communiqué.

Les agents recenseurs et les géomètres du cadastre seront, dans le cadre de cette mission, munis d'un badge et de leur carte de vaccination anti-Covid-19, indique le patron de l'OTR.

Pour rappel, la taxe foncière est un impôt local sur les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, calculé sur la valeur locative cadastrale. Percue par l'OTR, notamment au profit des collectivités locales, cette taxe représente 15 % de la valeur cadastrale du bien.

SECTEUR AGRICOLE

Promouvoir l'agroécologie pour l'autonomisation des femmes vulnérables au Togo

Au Togo, les femmes sont de plus en plus impliquées dans tous les secteurs d'activité, et l'agriculture ne fait pas exception. Les femmes engagées dans ce domaine attirent l'attention du gouvernement togolais ainsi que des ONG, qui les encouragent à adopter des pratiques agroécologiques pour intensifier la production tout en respectant l'environnement.

Femmes rurales et agroécologie au Nord du Togo

En 2022, l'association Agronomes vétérinaires sans frontières (AVSF) et ses partenaires locaux, grâce à un financement de l'Union Européenne, ont conduit le projet « Intensification agroécologique de la production agricole dans les Savanes ». Au total, 950 producteurs, dont 400 femmes vulnérables, ont bénéficié de ce projet visant à accompagner les familles de cette région face à la crise et à l'insécurité alimentaire croissante.

L'une des pierres angulaires de ce projet est la formation des femmes veuves aux principes de l'agroécologie. Elles ont appris les techniques agricoles durables, telles que la permaculture, la rotation des cultures, la gestion de l'eau, et l'utilisation de ressources locales pour fertiliser leurs sols.

De plus, les femmes veuves bénéficient d'un accompagnement continu de la part de l'AVSF, ce qui les aide à mettre en pratique les connaissances acquises et à surmonter les éventuels obstacles auxquels elles pourraient être confrontées.

Ainsi, la diffusion et la promotion des

pratiques agroécologiques à travers l'organisation des champs école ont permis aux productrices maraîchères de maîtriser l'utilisation du compost et la gestion de l'eau afin d'augmenter leurs productions.

Renforcement de la Sécurité Alimentaire

L'agroécologie offre de multiples avantages, notamment la préservation de la biodiversité, la restauration des sols et la réduction de la dépendance aux produits chimiques.

Dans la région des plateaux, plus précisément dans le grand Kloto, ce sont 210 femmes productrices qui ont bénéficié en début d'année de formations sur les techniques d'entrepreneuriat agroécologique, de production et de gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Initié par l'Association paysanne pour le développement et la protection de l'environnement (APDPE) en collaboration avec PADIE-Services-Afrique et le gouvernement, ce projet de formation-accompagnement a reçu l'appui technique et financier du Fonds national d'apprentissage et de perfectionnement professionnels



(FNAFPP).

L'un des objectifs clés du projet est d'offrir aux femmes des communes d'Agou 1 et 2, de Danyi 1 et 2, de Kpélé 1 et 2, de Kloto 1, 2 et 3 une indépendance économique accrue. Grâce à leurs activités agroécologiques, elles sont en mesure de générer un revenu supplémentaire en vendant leurs produits sur les marchés locaux. Cela leur permet de subvenir aux besoins de leur famille, d'accéder à l'éducation pour leurs enfants, et de se sentir plus autonomes sur le plan financier.

L'indépendance économique va de pair avec l'indépendance sociale. Les femmes veuves qui participent à ce projet deviennent des modèles au sein de leurs communautés, inspirant d'autres femmes à s'engager

dans des activités agricoles durables. Cela contribue à changer les normes sociales et à renforcer la position des femmes dans la société togolaise.

L'appui de l'Etat

De son côté, l'Etat continue de créer les conditions pour l'épanouissement de la femme togolaise. Le projet d'Appui à l'Inclusion Financière des Femmes Vulnérables (PAIFFV) mis en œuvre avec l'appui du Groupe de la Banque Africaine de Développement a permis d'améliorer les compétences des femmes vulnérables et leur participation aux activités économiques; améliorer l'accès au financement pour ces femmes et contribuer ainsi à l'amélioration de leur inclusion financière.

AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE : Deux projets de 28 milliards en cours de réalisation à Lomé

Au Togo, plusieurs initiatives sont prises par le gouvernement pour améliorer les conditions de vie des populations. Il s'agit notamment des services essentiels en milieu urbain tels que les routes, l'assainissement et autres ouvrages socio-éducatifs. Deux projets de 28 milliards FCFA sont en cours de réalisation dans les quartiers défavorisés de Lomé. Le premier porte sur l'aménagement, l'assainissement et le bitumage de 14,34 km de rues urbaines. Le second vise à construire un système de drainage des eaux pluviales dans la zone Auba.



La première phase des travaux a été lancée en décembre 2021. Elle concerne la construction d'un collecteur principal pour le drainage des eaux pluviales, l'aménagement, l'assainissement, le bitumage et l'éclairage de 4,4 km de rues urbaines. La deuxième étape des travaux débutée en décembre 2022 prévoit la construction de plusieurs km de caniveaux couverts avec des dalles amovibles. Plusieurs rues seront aménagées, assainies, revêtues et éclairées. Un autre projet ambitionne également d'améliorer significativement le cadre de vie. Prévu sur une période de 05 ans, le Projet d'infrastructures et de déve-

loppement urbain (Pidu) est à l'avant-garde de cette transformation depuis 2018. Il vise à améliorer l'accès aux infrastructures et services urbains de base dans les quartiers sous-desservis de plusieurs villes dont Lomé, Kara, Dapaong et Kpalimé.

Le projet devrait toucher des millions de personnes de façon directe et indirecte. On estime que plus de 13 000 personnes en milieu urbain ont déjà vu leur qualité de vie s'améliorer grâce à ce projet. A Lomé, les rues Livingstone (1,2 km), Agbélénuku (600 m), Paul Ahyi, Logo et Moringa ont été construites. À Kara et à Dapaong, des chantiers sont liés à l'entretien routier, à l'aménagement de marchés et à la réhabilitation des centres médico-sociaux (CMS). Le projet, financé à hauteur de 16 milliards FCFA par la Banque Mondiale ambitionne de mettre le Togo sur la voie d'une croissance plus inclusive et durable, portée par le secteur privé et des investissements publics plus efficaces.

Un rôle important dans la régulation du marché du cacao



Une cérémonie marquant le cinquantenaire de l'Organisation Internationale du Cacao (OIC) se déroulera mardi à Abidjan. La production togolaise de cacao est modeste mais de bonne qualité © republicoftogo.com

Une cérémonie marquant le cinquantenaire de l'Organisation Internationale du Cacao (OIC) se déroulera mardi à Abidjan.

Cette commémoration rassemblera les pays exportateurs et importateurs autour des questions de durabilité de l'économie cacaoyère et de revenu des producteurs.

Les défis communs auxquels se trouvent confrontés les Etats producteurs, parmi lesquels le Togo, commandent une réflexion collective sur la formulation de réponses appropriées.

Enselme Gouthon, le secrétaire général du CCFCC (Comité de coordination pour les filières café et cacao), sera présent.

Ce dernier vient de prendre la pré-

sidence de l'Organisation internationale du café (OIC), mais il est également très impliqué dans la filière cacao.

L'Organisation Internationale du Cacao (OICC, ICCO en anglais) a pour vocation de promouvoir la coopération et la coordination entre les pays producteurs et consommateurs de cacao, ainsi que pour favoriser le développement durable de l'industrie du cacao.

L'OICC a été créée en 1973 en tant qu'organisation intergouvernementale. Son siège est situé à Londres, au Royaume-Uni. Elle a été fondée en réponse aux fluctuations des prix du cacao sur le marché mondial et aux préoccupations des pays producteurs quant à la volatilité de leurs revenus.

L'OICC joue un rôle important dans la régulation du marché du cacao, la promotion du développement durable de l'industrie et la facilitation de la coopération internationale entre les acteurs du secteur

## BLITTA / DÉCÈS D'ÉLÈVES À EPP N'GOBO : Le gouvernement prend des mesures Faire l'état des lieux des bâtiments scolaires en terre battue pour éviter d'autres N'gobo

Le gouvernement togolais a présenté vendredi 29 septembre 2023 ses condoléances aux familles des deux élèves morts dans l'effondrement d'un pan d'un mur d'une classe l' EPP N'Gobo (dans la commune Blitta 3). Dans la foulée, il est annoncé la construction d'un bâtiment moderne dans ladite école publique et dans d'autres établissements.

### COMMUNIQUÉ

Le mercredi 27 septembre 2023 à 11 h 20 mn, à l'École primaire publique de N'Gobo dans la commune de Blitta 3, le pan d'un mur s'est écroulé, causant le décès de deux écoliers et blessant leur enseignant.

Dès la survenue de ce drame, les autorités locales et de l'éducation, à savoir le préfet de Blitta, le maire de Blitta 3, le directeur régional de l'éducation de la région centrale (DRE- C), le chef d'inspection Blitta Ouest et les services déconcentrés de la sécurité, de l'action sociale, de la protection civile se sont portés sur les lieux, aux côtés des élèves et des familles des victimes.

Après la présentation officielle des condoléances et messages de compassion et de solidarité, il a été procédé, à la demande des familles, à l'inhumation des victimes de ce tragique accident, les élèves Ameladji et Adjogan, dans l'après-midi du 27 septembre 2023.

Les responsables de l'éducation et de la protection civile prennent d'ores et déjà les dispositions idoines pour la prise en charge psychologique et le suivi des élèves de l'EPP N'Gobo, de leurs enseignants et des membres des familles explorées.

Le gouvernement est instruit de procéder aux travaux de construction et de réhabilitation nécessaires dans cette école, et globalement pour tous les établissements scolaires. Le gouvernement réitère ses condoléances aux familles éplorées et exprime sa profonde compassion et son entière solidarité à toute la communauté éducative de Blitta.

Il forme des vœux de prompt rétablissement à l'endroit de l'enseignant blessé.

Fait à Lomé, le 29 septembre 2023

### Triste sort !

En effet, deux élèves de l'école primaire publique EPP N'gobo dans la commune Blitta 3, qui ont bien commencé les cours le 25 septembre 2023 ne pourront plus poursuivre l'année scolaire. Et pour cause, le destin en a décidé autrement et ils ont trouvé la mort dans l'effondrement du mur de leur bâtiment scolaire.

Le drame est survenu après de fortes intempéries. Le mur du bâtiment n'a pas résisté à la pluie accompagnée de vents violents et s'est écroulé. Bilan : 2 élèves sont décédés et l'enseignant, blessé, est conduit au centre hospitalier de Blitta où il reçoit des

soins. Le mur est construit en terre battue et serait déjà en délabrement. Les autorités ont fait le déplacement des lieux pour constater de visu les dégâts. Elles ont aussi été au chevet de l'enseignant blessé.

C'est d'ailleurs cette situation qui a poussé le ministre des Enseignements Primaire, Secondaire et Technique à fermer provisoirement le Lycée du 2 Février d'Agbalépédogan le 25 septembre 2023.

### Le ministère continuera à veiller sur les bâtiments scolaires

L'écroulement du pan d'un mur à l'école primaire publique de N'gobo, dans la région centrale du Togo, donne un coup accélérateur aux travaux de construction et de réhabilitation des établissements scolaires du pays.

Exprimant sa solidarité à toute la communauté éducative de Blitta, à la suite du drame causant le décès de deux écoliers, l'exécutif est instruit de procéder à la rénovation des écoles sur l'ensemble du territoire.

À l'instar de l'école primaire publique de N'gobo, le lycée du 2 Février d'Agbalépédogan, en état de décrépitude avancée, va connaître des travaux "accélérés et appropriés". Le ministre des enseignements primaire, secondaire et technique, Dodzi Kokoroko, veut éviter le danger aux acteurs, en fermant l'établissement scolaire.

Les travaux permettront de garantir



la sécurité des apprenants, des enseignants, du personnel administratif et de tout usager des domaines scolaires.

Le ministère des enseignements primaire secondaire et technique " continuera à veiller en permanence sur les bâtiments scolaires", a indiqué le ministre

### Le «Lycée de 2 février» fermé

Erigées en 1991 dans la zone nord de la capitale, Lomé, les constructions du lycée précité «présentent des risques accrus qui ne peuvent être sous-estimés» pour la sécurité des apprenants, des enseignants, du personnel administratif et par extension tous ses usagers. Le ministère de tutelle a donc décidé de la «fermeture de ce lycée pour des travaux accélérés et appropriés».

Le ministre en charge des Enseignements primaire et secondaire, Pr Dodzi Kokoroko et ses services ont d'ores et déjà pris des mesures «immédiates pour redéployer» tous les élèves et enseignants du «Lycée de 2 février d'Agbalépédogan» dans des établissements situés à proximité. Il s'agit de Lycée Cacaveli, le Lycée de Bè-Klikamé, le Lycée d'Avedji-Elevagnon, et le Lycée d'Agoè-Nyivé Centre, tous situés dans le Grand-Lo-

mé.

### Des parents d'élèves pas contents

En effet, certains parents que nous avons pu approcher ont un sentiment mitigé concernant la fermeture du Lycée 2 Février.

« Je trouve que la mesure est un peu tardive. J'aurais préféré que les rénovations soient effectuées pendant les vacances, malheureusement nous en sommes là. De plus, je ne sais pas encore vers quel lycée me tourner, car cela entraînera des coûts supplémentaires. Nous n'étions pas préparés à cela », a déclaré Innocent, un mécanicien à deux roues et père de deux collégiennes.

« C'est certainement bénéfique pour l'ordre public, en particulier pour la sécurité des élèves, mais il y a des questions à poser. Que faisaient des responsables de cet établissement ? Espérons qu'ils n'étaient pas au courant de l'état avancé de délabrement des installations à cette rentrée. Ils devraient être interrogés et critiqués pour leur inertie. Cela va rendre la rentrée difficile, tant pour les élèves et leurs familles que pour les autres établissements d'accueil », a laissé entendre un internaute désabusé sur une plateforme de discussion et de débat.

## Le gouvernement apporte son soutien aux familles des victimes

Le mercredi 27 septembre 2023, un mur d'un hangar servant de bâtiment scolaire à l'EPP N'gobo, dans le canton de Diguengué, (commune Blitta 3), s'est effondré causant deux morts et un blessé. Ce lundi 02 octobre 2023, une délégation gouvernementale s'est rendue sur les lieux, accompagnée des acteurs de l'éducation de la région centrale, pour apporter assistance aux familles des victimes.



La ministre en charge de l'Action sociale, Madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma, remettant au nom du Gouvernement, les enveloppes financières aux victimes.

La ministre en charge de l'Action sociale, Madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma, remettant au nom du Gouvernement, les enveloppes financières aux victimes.

A l'EPP N'gobo un mur du hangar qui abrite trois salles de classes s'est écroulé le mercredi 27 septembre 2023, provoquant le décès d'une fillette de 6 ans et d'un garçon de

7 ans, respectivement en classe de CP1 et CP2 et blessant un enseignant volontaire. Face à cette situation, le ministre des enseignements primaire, secondaire et technique et de l'Artisanat Prof. Dodzi Kokoroko et son collègue en charge de l'Action sociale madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma se sont rendus sur les lieux ce lundi 02 octobre 2023.

Objectif, faire l'état des lieux de la situation sur le terrain et apporter assistance aux familles des victimes. Au nom du Chef de l'Etat Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé et du Gouvernement, Prof. Dodzi Kokoroko et son collègue de l'Action sociale, Madame Adjovi Lolonyo Apédoh-Anakoma ont présenté les condoléances les plus attristées aux familles des victimes.

Les deux familles des victimes ont reçu chacune des mains des émissaires du Gouvernement, une assistance financière de cinq cent mille francs (500 000 F) chacune.

L'enseignant volontaire blessé dans ce drame a également reçu un soutien de cinq cent mille francs. Les ministres ont promis la construction d'un nouveau bâtiment dans un meilleur délai afin d'améliorer les conditions de travail des enseignants et des élèves.

Selon les témoins, le drame s'était produit à la mi-journée du mercredi 27 septembre 2023. Ils affirment que l'enseignant et les élèves qui étaient en plein cours ont été surpris par l'écroulement du mur du hangar. A leurs dires, les deux enfants décédés



Le Ministre en charge des enseignements, Prof. Dodzi Kokoroko s'adressant à l'assistance

étaient au tableau, proches du mur endommagé, entrain de traiter des exercices quand le drame s'est produit.

Rappelons que dès que le drame s'était produit, le préfet de Blitta, Batossa Boukari accompagné du maire de la commune Blitta 3, Kotokoli Komi, de l'Inspecteur des Enseignements préscolaire et primaire de Blitta-Ouest et les responsables des forces de l'ordre et de sécurité, s'étaient déjà rendu sur le lieu de la catastrophe. Le représentant du pouvoir central et sa suite avaient également rencontré les familles des défunts à qui ils avaient déjà transmis les condoléances et la compassion du Président de la République et

de son gouvernement ainsi que les vœux de prompt guérison à l'enseignant blessé.

Le déplacement des deux ministres ce lundi sur le lieu du drame et le soutien apporté aux familles des victimes et à l'enseignant volontaire blessé, confirmant la volonté du Chef de l'Etat et de son Gouvernement d'œuvrer pour le bien de tous les citoyens.

D'ores et déjà, le gouvernement a pris toutes les dispositions pour réhabiliter les bâtiments scolaires en difficultés en vue de mettre les élèves et les enseignants à l'abri de tous les risques liés au mauvais état de certains établissements scolaires.



## AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N°2403/2023 du 07 septembre 2023, il sera procédé à la vente aux enchères publiques de sept cent soixante-quatre (764) conteneurs imports et exports abandonnés sur le terminal à conteneurs de Lomé Container Terminal (LCT).

La vente aura lieu le mardi 26 septembre 2023 à partir de 09 heures 30 minutes et les jours suivants au Port Autonome de Lomé.

### Conditions de participation à la vente

- 1- La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat.
  - 2- La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de vingt-cinq mille (25.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre de l'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.
  - 3- Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication.
  - 4- Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.
- La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser à l'Etude de Me ABORY A. Modeste, Commissaire-Priseur sis à Bè-Gakpoto N° 2357, Rue Aklassou en face de la rue de l'Hotel NAPOLEON, 08 BP - 81077, tel : 22 20 65 17 / 90 14 52 13 / 97 70 08 09, Lomé-TOGO

Fait à Lomé, le 20 septembre 2023

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



# Vente aux enchères publiques



179 véhicules  
& épaves



28 septembre 2023 à 9H 30'



Parc des véhicules de la Division  
de Lutte Contre la Fraude et des  
Trafics Illicites sis Tsévié

La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5 000) FCFA non remboursable, contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé Port.

Pour tout renseignement, adressez-vous à l'Etude de Me LITHOR Koamivi Atta, Commissaire-Priseur, sis à Totsi Gblinkomè, 4è Von à droite en allant vers la salle des Témoins de Jéhova, Tél : (00228) 90 02 35/ 97 23 39 57, Lomé-TOGO.



FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

## CUSTOMER SERVICE WEEK Togocom célèbre sa clientèle cette semaine

ou la semaine du client est à sa quatrième édition cette année chez Togocom. Cette célébration internationale qui met en lumière l'importance du service client et le rôle essentiel des professionnels de la relation client au sein des entreprises a été lancée lundi 02 octobre 2023 à Lomé par le Directeur Général Adjoint Tarik Boudiaf.



Au Togo, le leader de téléphonie mobile est l'entreprise pionnière qui a lancé cette tradition. Pour cette quatrième édition placée sous le thème : "Service en équipe", l'entreprise souhaite montrer son engagement envers ses clients. Les responsables soulignent que la particularité de cette édition ré-

side dans l'implication de tous les services qui, par le passé, étaient quelque peu négligés lors de cette célébration.

"Pour marquer cette semaine spéciale, la Direction de l'expérience et relation client (DERC) de Togocom prévu diverses activités, notamment des animations et des jeux dans nos agences ainsi que de nombreuses récompenses", promet Victorine Lawson, Responsable du service client de Togocom.

De plus, un webinar est prévu pour permettre à l'ensemble du personnel d'échanger avec les responsables du groupe Telecom. Ce sera l'occasion de faire le bilan des réalisations de la DERC.

La semaine du client est commémorée lors de la première semaine d'octobre par des entreprises du monde entier, qu'elles évoluent dans la finance, la santé, l'assurance, la vente au détail, l'hôtellerie, les communications, ou autres. Objectif, renforcer les liens avec la clientèle et le personnel de cette entreprise de premier plan.

## HAUSSE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX, REVUE DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE, CONSOLIDATION BUDGÉTAIRE... Le point sur la situation économique au 1er semestre

Au Togo, la conjoncture économique au terme des six premiers mois de l'année 2023 a été plutôt favorable, marquée notamment par des progressions observées dans plusieurs domaines, ainsi que d'encourageantes prévisions de croissance. C'est ce qui ressort de la présentation effectuée mercredi 27 septembre en conseil des ministres, par le ministre de l'économie et des finances.

### Hausse des échanges commerciaux, progression des activités portuaires et aéroportuaires

Selon Sani Yaya, il a été noté une progression des activités portuaires et aéroportuaires (plus de 630.000 passagers à l'AIGE), un accroissement des flux commerciaux et une consolidation des créances sur l'économie.

Comparés au 1er semestre 2022, les échanges commerciaux ont été marqués par une hausse des exportations (+52,3 milliards FCFA) et des importations (+84,9 milliards FCFA). Le taux d'inflation, qui a bondi dans l'espace Uemoa (7,1% en 2022

contre 3,5% en 2021), a baissé au Togo, passant de 7,8% (fin juin 2022) à 6,3% (fin juin 2023). Une décélération qui s'explique notamment par les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la vie chère.

### Les prévisions de croissance pour 2023 revues à la baisse

En perspective, la croissance économique, initialement projetée à 6,6% pour le compte de l'année, est légèrement révisée à 6,4%.

Le déficit budgétaire poursuit son amélioration, et devrait ressortir à 6,6% en 2023 contre 8,3% en 2022

tandis que la consolidation budgétaire à 3% est attendue en 2025 au lieu de 2026, selon la programmation initiale, a indiqué le ministre. Toutefois, a-t-il souligné, "la réalisation de ces objectifs comporte quelques défis liés au resserrement des conditions de financement".

### Gestion prudente des ressources

Face à ce contexte d'incertitudes auquel s'ajoute le durcissement des conditions financières, le Président de la République a instruit en vue d'une gestion prudente des ressources budgétaires.

D'ailleurs, cette orientation se reflètera dans le projet de loi de finances rectificative, qui consacre notamment un renforcement des moyens de lutte contre le terrorisme, et une poursuite des politiques de développement en lien avec les priorités de la feuille de route quinquennale.

## EDUCATION :

## Le ministre des enseignements appelle au respect de la durée du cursus scolaire

Au Togo, la durée du cursus scolaire, définie conformément aux réglementations éducatives, est de six (6) ans au primaire, quatre (4) ans au secondaire 1 (collège) et trois (3) ans au secondaire 2 (lycée). C'est le rappel effectué ce lundi 02 octobre via une note circulaire, par le ministre des enseignements primaire, secondaire et technique, Dodzi Kokoroko.



En cause, le non-respect de la réglementation par certains acteurs du système éducatif qui, indique le ministre, "autorisent l'inscription d'élèves dans les classes préparatoires en dessous de l'âge requis, ou exemptent les élèves des

classes intermédiaires pour des motifs divers et variés".

"La gestion scolaire d'un élève dit surdoué s'effectue dans des conditions clairement définies", a précisé Dodzi Kokoroko, avant de rappeler que la durée du cursus scolaire

"vise à préserver le bien-être et le développement équilibré des élèves, maintenir un environnement éducatif adapté à l'âge et au niveau de développement de chaque enfant, garantir que chaque élève acquiert les bases solides nécessaires pour réussir dans les niveaux académiques ultérieurs, et surtout, prévenir le surmenage et le stress liés à des attentes académiques excessives".

Du reste, a-t-il ajouté, le respect du cursus facilite la planification des ressources éducatives et la gestion des effectifs dans les établissements.

Au Togo, près de trois millions d'élèves, tous niveaux d'enseignements confondus, sont actuellement répertoriés dans le système éducatif.

## Courtes contre la montre

### L'ANPC assiste

L'ANPC (Agence Nationale de la Protection Civile) a apporté une assistance humanitaire à 1140 ménages du Grand Lomé suite aux inondations provoquées par la forte pluie du 12 juillet dernier, touchant ainsi 6 428 personnes. L'opération a été lancée la semaine dernière (le vendredi 29 septembre 2023), par le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel Calixte Madjoulba, en présence de son homologue chargé de l'Action Sociale, Lolonyo Apedo Anakoma. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sur le terrain du CEG Baguida, où plusieurs centaines de bénéficiaires se sont rassemblés pour l'occasion. Cet appui se compose de kits alimentaires, de couvertures, de vêtements, de détergents, de produits d'hygiène, de bâches, ainsi que d'une enveloppe financière, d'une valeur totale de 80 millions de francs CFA, dont 11 millions FCFA fournis par l'OCDE Caritas. « Je saisis cette occasion pour réitérer toute la compassion du gouvernement, qui promet toujours de rester à vos côtés face à toutes les situations qui pourraient survenir malgré nos actions de prévention et de préparation. Je déclare donc lancée aujourd'hui, ici, à Baguida, l'opération d'assistance humanitaire à l'endroit des populations du Grand Lomé. », a indiqué le tout nouveau ministre de la Sécurité, le Colonel Calixte Madjoulba. Il convient de noter que cette opération s'est déroulée simultanément dans sept zones du Grand Lomé.

### La production vivrière monte

Selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la production vivrière a connu une hausse en 2022 au Togo. Le maïs, qui est la principale céréale cultivée et consommée dans le pays, enregistre plus de 1,5 million de cultivateurs. De même, le riz sourit aux producteurs.

La filière est parvenue à rendre 977 300 tonnes du maïs en 2022, soit une augmentation de 5 % par rapport aux 929 000 tonnes de 2021 ; et 885 000 tonnes en 2020.

Le mil et le sorgho ne sont pas du reste. Leur production a progressé, passant de 304 600 tonnes en 2020 à 317 900 tonnes en 2022.

En ce qui concerne le riz, les appuis aident les producteurs à garantir la céréale aux populations consommatrices et à accroître leurs revenus. Dans la filière rizicole, il y a une évolution de 3,8 % de la production. Celle du riz paddy a atteint 171 800 tonnes en 2022.

En 2021, ce sont 165 500 tonnes qu'on a comptées. Ce n'est pas pour rien que l'agriculture représente plus de 40 % du PIB.

### Distribution de moustiquaires imprégnées

A défaut de disposer d'un vaccin, la moustiquaire imprégnée reste une protection efficace contre le paludisme.

Une campagne de distribution gratuite de moustiquaires à imprégnation durable (MID) aura lieu du 7 au 18 octobre dans l'ensemble du pays. L'opération a lieu grâce au concours de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La campagne débutera vendredi à l'issue d'une cérémonie à Yoto (région Maritime). La distribution de moustiquaire - 5e du genre - a lieu tous les 3 ans.

L'incidence du paludisme a régressé de plus de 40% entre 2015 et 2020 et la mortalité de près de 50% sur la même période, selon les données du ministère de la Santé.

Les organisations de santé, comme l'OMS, recommandent l'utilisation de moustiquaires imprégnées comme l'une des principales stratégies de prévention du paludisme, en complément d'autres mesures telles que les médicaments anti-paludiques et la pulvérisation d'insecticides.

## LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC  
Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL  
Niema KANGNIGA | +228 91 77 16 31

INFOGRAPHIE  
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE  
Rad Graphic Sarl U  
2 000 exemplaires



CONSOMMER UEMOA

# L'acte 4 du «Mois du Consommer Local» en pleine célébration au Togo

La 4ème édition « du mois du consommer local » se tient du 1er au 31 Octobre 2023 au Togo. Une occasion pour les autorités de promouvoir les produits de consommation des biens et services « made in Togo », et de susciter l'envie et l'intérêt des populations pour la production locale.

L'événement consacré à la promotion des produits locaux et organisé en collaboration avec la commission de l'UEMOA est placé sous le thème : "Quelles stratégies pour stimuler la consommation des biens et services locaux ?".

A l'agenda de cette 4e édition, un panel de haut niveau sur le thème de l'année, des communications sur la qualité, la certification des produits et la contribution des laboratoires d'analyses à la compétitivité des produits et services. Des expositions et vente de produits « Made in Togo », auront également lieu simultanément sur l'ensemble du territoire national. Par ailleurs, l'événement sera l'occasion pour les parties prenantes de dresser le bilan des éditions précédentes et de renforcer la compétitivité des entreprises togolaises.

Selon le ministère du commerce, les éditions précédentes du Mois du Consommer Local ont eu des retombées positives sur les acteurs de la chaîne de la consommation locale, comme la hausse de leur chiffre d'affaires et l'augmentation de leur personnel.

L'annonce a été faite par le ministre

du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Rose MIVEDOR-SAMBIANI à travers un communiqué en date du 20 septembre 2023.

Cette 4ème édition va donner l'occasion aux parties prenantes de faire l'état des lieux des éditions précédentes, d'étudier et de définir de nouvelles stratégies en vue de renforcer la compétitivité des entreprises togolaises sur les marchés pour une consommation locale plus dynamique, créatrice d'emplois décents pour les jeunes et les femmes conformément aux objectifs de la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025. « Sont inscrites à l'agenda de cette 4ème édition qui se déroulera simultanément sur l'ensemble du territoire national, un panel de haut niveau sur le thème de l'année, des communications sur la qualité, la certification des produits et la contribution des laboratoires d'analyses à la compétitivité de nos produits et services, des expositions-ventes de produits « Made in Togo », des visites d'entreprises et des campagnes médiatiques sur les biens et services locaux », a précisé la note du ministre du Commerce.

Le Gouvernement a saisi l'occasion pour féliciter les acteurs de la chaîne de production, de transformation et de distribution des produits locaux pour leur engagement à concrétiser dans les actes, la politique de promotion de la consommation locale au Togo.

Il exhorte par ailleurs toutes les couches socio-économiques et culturelles du pays à privilégier conformément à la Lettre circulaire N°002/2020/PM/CAB du 06 octobre 2020 du Premier Ministre, les biens et services locaux dans le cadre de leur approvisionnement afin de participer à un développement économique endogène, inclusif et dynamique, porteur d'une croissance forte, durable et gage d'une véritable culture de souveraineté économique.

Il faut rappeler que le consommé local est une initiative annuelle en ligne avec la décision prise par les ministres chargés du commerce des Etats membres de l'UEMOA en octobre 2019, relative à la réorientation des modes de consommation afin de valoriser les nationaux, à travers la transformation des produits et ser-



vices locaux.

Cet événement, pour rappel, est en ligne avec la décision prise par les ministres chargés du commerce des Etats membres de l'UEMOA en octobre 2019, relative à la réorientation des modes de consommation afin de valoriser les nationaux, à travers la transformation des produits et services locaux.

Rappel

Pour la première fois, octobre a été décrété « mois du consommer local » par les 8 États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Au Togo, une lettre circulaire du Premier ministre recommandant les achats d'aliments locaux aux administrations et entreprises d'État a été officialisée à cette occasion.

Avec une consommation de plus en plus extravertie, l'économie ouest-africaine

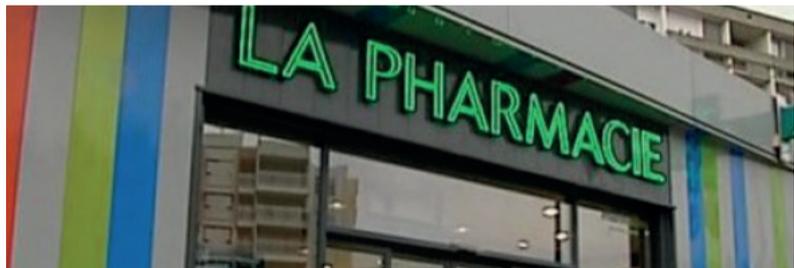
profite peu de la croissance de la demande de son marché intérieur. Les ministres du commerce de l'UEMOA (120 millions d'habitants) ont donc décidé d'instaurer le « mois d'octobre, mois du consommer local », c'est-à-dire « consommer UEMOA ».

Une initiative destinée à encourager les efforts consentis pour valoriser la transformation locale. Dans une lettre circulaire du 7 octobre, le Premier ministre togolais, Victoire Tomegah-Dobge a invité les ministères et les sociétés d'État à privilégier la consommation des produits locaux. L'Organisation pour l'alimentation et le développement local (Oadel) a beaucoup œuvré pour que cette décision soit prise et publiée par ailleurs une note explicative Soutenir les commandes publiques de produits alimentaires locaux, c'est s'engager pour un développement socio-économique durable du Togo.

MANQUE DE PHARMACIES :

## Au Togo, l'Ordre national des pharmaciens tire la sonnette d'alarme

Au Togo, le secteur pharmaceutique est marqué par une inégalité frappante : environ 400 pharmacies sont concentrées dans les centres urbains, laissant les régions rurales complètement démunies en matière d'accès aux médicaments essentiels. Cette disparité crée un réel dilemme pour les habitants des zones rurales, qui se trouvent souvent contraints de parcourir des distances considérables pour trouver les médicaments dont ils ont besoin.



L'Ordre National des Pharmaciens, conscient de ce problème croissant, reconnaît la situation préoccupante. Cependant, les solutions se font rares. Palakiyem Kpaikpai Alfa, secrétaire général de l'Ordre, souligne que le Togo s'oriente vers la couverture santé universelle, impliquant un accès équitable aux médicaments pour tous les citoyens, même dans les zones rurales. « Notre pays va vers la couverture santé universelle, il faudrait que les produits pharmaceutiques puissent suivre cette procédure et être accessibles à toute la population au kilomètre O', explique-t-il

La principale difficulté réside dans le fait qu'il est complexe d'obliger les pharmaciens à ouvrir des pharmacies dans des régions où la demande est limitée. Actuellement, des réflexions

sont en cours pour trouver des solutions efficaces à ce problème complexe.

En plus de créer un accès limité aux médicaments, ce manque criant de pharmacies en milieu rural favorise également le commerce de médicaments contrefaits, mettant gravement en danger la santé des populations éloignées. Il devient donc impératif de trouver des moyens innovants pour renforcer la distribution pharmaceutique dans ces zones, afin d'améliorer l'accès aux soins de santé pour tous les Togolais.

L'Ordre National des Pharmaciens appelle à une action immédiate pour résoudre cette problématique, garantissant ainsi un accès équitable et sûr aux médicaments pour toutes les communautés, quel que soit leur lieu de résidence.

FINANCEMENT ADDITIONNEL

## Une cagnotte de 12 milliards F.CFA pour l'agriculture au Togo

Il s'agit d'un financement additionnel de 20 millions de dollars (12,4 milliards F.CFA) accordé par la Banque mondiale au Togo et qui vient s'ajouter au premier apport de 90 millions de dollars, soit 50 milliards F.CFA.



Ce crédit au 'taux concessionnel' s'inscrit dans le cadre de la phase1 du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP).

A ce jour, l'investissement total accordé au Togo s'élèverait à 110 millions de dollars, soit un peu plus de 62 milliards F.CFA.

La cérémonie de signature du financement additionnel de 20 millions de dollars a eu lieu cette semaine à Lomé entre le ministre togolais de l'économie Sani Yaya et Fily Sissoko, représentant résident de la Banque mondiale pour le Togo.

En effet, le Togo fait partie des 4 pays bénéficiant de la phase1 du

Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) dont l'investissement total s'élève à 330 millions de dollars.

Entrée en vigueur depuis juin 2022, programme réunit quatre pays – le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo – ainsi que trois organisations régionales : la CEDEAO, le CILSS et le CORAF.

Au Togo, sa mise en œuvre est structurée autour de 4 composantes à savoir : renforcement du système d'information et de suivi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; la fourniture aux ménages de races de bétails améliorés ; le renforcement de la santé animale ; l'utilisation d'in-

trants agricoles.

Justement parlant d'intrants agricoles, c'est le cadre dudit projet que le gouvernement togolais a réceptionné en fin mars 2023, 34.000 tonnes d'engrais pour la campagne agricole d'un montant de 20 millions de dollars grâce au FSRP.

Le FSRP faut-il le rappeler a été approuvé le 18 novembre 2021 par le Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale.

L'objectif est de lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

La Banque prévoit une deuxième phase du projet dont le montant s'élève à 315 millions de dollars et intègre trois autres pays – le Ghana, la Sierra Leone et le Tchad.

Selon la Banque mondiale, ce programme vise à accroître la productivité agricole grâce aux pratiques climato-intelligentes, à la promotion des chaînes de valeur et le commerce intra-régional, au renforcement des capacités régionales pour une meilleure gestion des risques agricoles.

Il vise aussi à favoriser une plus grande coopération en vue de garantir la sécurité alimentaire sur le long terme au profit des populations ouest-africaines.

Soulignons que le FSRP est coordonné au niveau régional par l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) de la CEDEAO.

## LAMADOKOU:

## «Nous continuons à défendre le tourisme comme moteur de changement positif»

Le monde entier observe chaque 27 septembre la Journée mondiale du tourisme. La célébration de cette année est axée sur le thème: «Tourisme et investissements verts». Pour le ministre togolais en charge du tourisme, Dr Kossi Lamadokou, cette édition est un appel à l'action pour fédérer la communauté internationale, les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les partenaires du développement et les investisseurs privés autour d'une nouvelle stratégie d'investissement dans le tourisme.

## VOICI L'INTÉGRALITÉ DU DISCOURS DE SON MESSAGE

Chaque année, la communauté internationale célèbre le 27 septembre la Journée Mondiale du Tourisme. A l'instar des autres Etats membres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), notre pays le Togo commémore la 44ème édition de cette Journée, dont le thème retenu est «Tourisme et investissements verts». Pour l'OMT, les investissements représentent l'une des grandes priorités pour la reprise du tourisme et pour la croissance future et le développement. Ainsi, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme 2023, elle met en lumière le besoin d'investissements plus nombreux et mieux

ciblés pour le bien de l'humanité, de la planète et de la prospérité des travailleurs de ce secteur. L'heure est aux solutions nouvelles et innovantes, par-delà les investissements traditionnels qui sous-tendent et favorisent la croissance économique et la productivité.

La Journée mondiale du tourisme de cette année est donc un appel à l'action pour fédérer la communauté internationale, les gouvernements, les institutions financières multilatérales, les partenaires du développement et les investisseurs privés autour d'une nouvelle stratégie d'investissement dans le tourisme.

Depuis la crise sanitaire du Coronavirus, le secteur touristique a bénéficié

de plusieurs réflexions sur les stratégies à l'échelle mondiale pour renforcer sa résilience aux crises de toute sorte. Lors de ces réflexions, l'Afrique a surtout été reconnue comme ayant fait particulièrement preuve de résilience pendant cette crise, car comme le dit le secrétaire général de l'OMT, Monsieur ZURAB POLOLISHKAVILI, «L'Afrique abrite la population la plus jeune du monde, ainsi qu'une classe moyenne en pleine expansion. C'est un continent vaste et diversifié, avec des villes dynamiques et des cultures riches».

Pour des millions de personnes en Afrique, le tourisme est une véritable bouée de sauvetage. Mais le potentiel du secteur n'est pas encore véritablement exploité alors que tous les spécialistes s'accordent à dire que bien géré, le tourisme peut accélérer le redressement et la croissance socio-économiques, puis stimuler la création de richesses et le développement inclusif.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit notre pays le Togo en repensant le tourisme de manière à rendre plus attractive l'économie nationale et par ricochet booster son secteur privé touristique en offrant de nombreuses opportunités aux investisseurs touristiques. Le Togo prend bien la mesure des opportunités qu'offre le tourisme et c'est pourquoi ce secteur est au cœur des priorités de développement économique. En effet, le choix du gouvernement de mettre le tourisme comme secteur prioritaire dans sa feuille de route quinquennale n'est pas fortuit et est justifié au



jour d'hui au regard des retombées des actions entreprises.

Fort heureusement pour ce secteur, sous l'égide du Chef de l'Etat Son Excellence, Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, le gouvernement a choisi de créer les conditions favorables pour fédérer les actions de toutes les composantes de la chaîne de production touristique en vue de renforcer sa capacité élevée de création d'emplois et de richesses pour nos communautés.

Des opportunités telles que la suppression des barrières tarifaires et la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), la collaboration régionale et l'harmonisation des politiques conformément au marché unique africain, dans plusieurs secteurs sont aujourd'hui de plus en plus capitalisées pour donner de la matière au développement de notre tourisme. C'est ainsi, qu'en plus des actions innovantes sur le terrain, tant réglementaires et institutionnelles qu'opérationnelles, nous pouvons affirmer avec fierté que le Togo se positionne sur le marché sous régional comme une destination incontournable, avec près d'un million de visiteurs accueillis en 2022. L'année 2023 se veut encore plus prometteuse, cependant, le thème de la journée mondiale du tourisme de cette année nous invite à repenser nos actions en prenant en compte la durabilité de

ce secteur dans nos stratégies de développement.

Comprenons donc que nous avons pour défi commun de former davantage de travailleurs, de créer davantage d'emplois décents et d'accroître les investissements touristiques mieux ciblés, aux fins d'un tourisme au service de la croissance inclusive. J'invite donc tous les opérateurs du secteur touristique de notre pays à renforcer la collaboration pour ne pas laisser place aux risques sécuritaires et sanitaires qui sont des facteurs de ralentissement de ce secteur. C'est à ce prix que nous pourrions tous optimiser nos investissements et profiter de la plus-value qu'offre le tourisme. Pour ce qui concerne le gouvernement, je peux vous rassurer que nous continuons à défendre le tourisme comme moteur de changement positif et pilier de la croissance économique de notre pays et mettrons en œuvre tous les moyens nécessaires pour un tourisme de qualité, c'est-à-dire durable et favorable aux investissements respectueux de notre équilibre écologique.

C'est sur cet appel à la responsabilité partagée, pour des investissements rentables et à forts impacts, que je souhaite à tous une bonne Journée mondiale du tourisme.

JE VOUS REMERCIE

## PAL: Le Colonel Rock Gnassingbé rassure les opérateurs économiques

Lomé accueille du 26 au 28 septembre la première édition de la Maritime Week qui est un sommet des acteurs et partenaires de l'économie bleue.

Se voulant un carrefour incontournable pour tous ceux qui s'intéressent au développement durable de l'économie bleue sur le continent, Maritime Week Togo – 2023 se déroule autour d'une exposition, des conférences et séminaires (en ligne et face-to-face), de visites découvertes des infrastructures maritimes et de l'économie bleue du Togo et de rencontre B to B. Par le thème central du forum qui est «Mettre l'économie bleue au service du développement de l'Afrique», il est question de mettre en lumière l'importance capitale de l'économie bleue pour l'essor économique de notre continent.

«Je suis sûr que ce forum va nous permettre d'avoir encore des résultats très élogieux pour notre port autonome de Lomé. Nous sommes là pour faire appliquer la politique de nos dirigeants pour permettre à notre port d'atteindre encore des horizons plus appréciables», a déclaré le Colonel Rock Gnassingbé, le chef sécurité du port autonome de Lomé. Et lors de l'un des panels programmés, il a présenté les dispositions prises pour sécuriser toutes les activités sur la plateforme. C'est à travers le panel qui a pour thème «sûreté et sécurité portuaire et maritime au cœur du développement de l'économie bleue».

Certes, il n'est quand-même pas allé au fond de tout le dispositif mis en place, secret sécuritaire oblige naturellement. Mais, il a balayé l'architecture opérationnelle.

«Tant que le monde existe, les fléaux ne vont pas disparaître mais nous ferons de notre mieux pour les minimiser», a-t-il martelé sur un ton très déterminé à mieux réussir sa mission

sur la plateforme portuaire de Lomé. Quelques points à retenir de sa présentation, la sécurisation de tout l'espace portuaire à l'entrée et à l'intérieur. Il a aussi évoqué les dispositions prises pour convoier les marchandises en transit en toute sécurité vers les pays comme le Niger, Burkina-Faso, le Mali.

Toujours parlant de transit, les navires en rades sur les côtes togolaises bénéficient aussi de la protection du Togo avant d'aller décharger dans le port où ils vont.

«Tous ces navires que vous voyez dans nos eaux ne sont pas forcément destinés au port de Lomé. En attendant d'aller à leurs ports de destination respectifs, ils cherchent abri chez nous et nous leur fournissons la sécurité voulue. Je ne dis pas que chez nous tout est nickel, mais ils préfèrent être plus en sécurité chez nous plutôt qu'ailleurs», a déclaré le Colonel Rock Gnassingbé qui a profité pour donner un cas concret des résultats encourageants donnés par ces différents mécanismes de sécurité déployés dans le PAL.

Ce mardi aux environs de midi, un compte-rendu venait de lui être fait sur la fin du déchargement d'un navire de 45 000 tonnes de riz. Et au Colonel Rock Gnassingbé d'informer le public que selon le compte-rendu qui venait de lui être fait sur ce sujet, tout s'est bien déroulé et il n'y a aucun vol à la grande satisfaction des importateurs.

«J'étais fier d'avoir eu ce compte-rendu et cela nous encourage à mieux faire et nous ne ménagerons pas les efforts dans ce sens», s'est ragaillardisé le chef sécurité du PAL.

## CPIA 2023 :

## Le Togo enregistre la meilleure progression en Afrique sur les politiques et institutions publiques

(Togo Officiel) - Le Togo continue d'améliorer ses performances en matière de réformes et de gestion publique. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'évaluation des politiques publiques en Afrique (CPIA 2023), publié récemment, le pays se révèle comme étant celui qui a enregistré la plus forte augmentation de sa note sur le continent.

Concrètement, le Togo passe de 3.0 en 2016 à 3.7 en 2022, après avoir stagné pendant plusieurs années auparavant à l'indice de ce diagnostic annuel édité par l'institution de Bretton Woods. Le pays s'illustre particulièrement sur les indicateurs de la gestion économique, des politiques structurelles, ou encore des initiatives d'inclusion sociale et d'équité. Par contre, des efforts restent à faire au niveau des institutions du secteur public et de la gestion du secteur financier.

Top 5 africain

Avec cette performance, dans le sillage de celle de l'année écoulée, le

pays gravit les échelons et s'installe désormais dans le Top 5 africain (sur les 39 États évalués et éligibles aux ressources de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque), aux côtés du Sénégal et de la Côte d'Ivoire (tous décrochant un score de 3,7). Sur le classement Afrique de l'Ouest et Centrale, le Togo fait mieux et s'adjuge la troisième place.

## Fruit des réformes engagées depuis 2017

Pour le Togo, ce progrès, salué il y a quelques jours par le Représentant résident de la Banque, est surtout le fruit du vaste programme de

réformes institutionnelles et économiques initié par le Président de la République, Faure Gnassingbé, depuis six ans désormais.

«Les avancées enregistrées par le Togo dans le classement CPIA depuis 2017 reflètent les bénéfices tangibles des réformes institutionnelles et économiques que nous avons engagées. Non seulement cette hausse est notable en comparaison avec la tendance générale en Afrique, mais elle nous encourage également à poursuivre nos efforts», a souligné la ministre, Secrétaire générale de la Présidence, Sandra Ablamba Johnson.

Il est à noter que ces améliorations significatives de la gouvernance publique ont entraîné une hausse de plus de 380% des ressources mobilisées auprès de la Banque mondiale.

# Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...



Récupère gratuitement tes mégas expirés en renouvelant ton forfait.

**\*909\*2#**

## Forfaits internet avec délais gratuits

| Prix  | Volume   | Validité  | Délais gratuits |
|---|--|---|-----------------|
| <b>600F</b>   | <b>400Mo</b><br><small>1,50F/Mb</small>  | <b>3 Jours</b>  | <b>+1 jour</b>  |
| <b>1000F</b><br><b>1500F</b>  | <b>1Go</b><br><small>0,98F/Mb</small><br><b>1,6Go</b><br><small>0,92F/Mb</small>   | <b>7 Jours</b><br><b>7 Jours</b>  | <b>+3 jours</b> |
| <b>3000F</b><br><b>5000F</b><br><b>10000F</b><br><b>15000F</b><br><b>25000F</b> | <b>3Go</b><br><small>0,98F/Mb</small><br><b>6Go</b><br><small>0,81F/Mb</small><br><b>20Go</b><br><small>0,49F/Mb</small><br><b>60Go</b><br><small>0,24F/Mb</small><br><b>110Go</b><br><small>0,22F/M</small> | <b>30 Jours</b><br><b>30 Jours</b><br><b>30 Jours</b><br><b>30 Jours</b><br><b>30 Jours</b> | <b>+5 jours</b> |

Récupère gratuitement tes Mégas expirés en renouvelant ton forfait.  
Forfaits internet à partir de 600F.  
Volume expiré disponible jusqu'à 5 jours.  
Consultation solde expiré \*909\*90#

togocom.tg   

**Avancer. Pour vous. Pour tous.**



**Togocom**